

SOUTENIR

Le magazine du commissariat des armées / N° 7 / Septembre - Octobre / 2018



TRANSFO

Les Relais RHL

page 8

SCA OPS

La DIRCOM

DAMAN 31

à pied d'œuvre

page 10

ÉVÉNEMENT

LE COMMISSARIAT DES ARMÉES À L'UED2018

page 25

MILITAIRE & FILS

MILITAIRE & MÈRE

Tout le monde
compte sur vous
Vous pouvez
compter sur nous

SANTÉ • PRÉVOYANCE • PRÉVENTION
ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

La différence Unéo

Protection
spécifique

Aides
indispensables

Services
exclusifs

Prix
justes

MILITAIRE & SŒUR

MILITAIRE & PÈRE

Unéo, MGPEt GMF
sont membres d'
UNEOPOLE
la communauté
sécurité défense

Unéo, la mutuelle des
FORCES ARMÉES
RÉFÉRENCÉE MINISTÈRE DES ARMÉES

TERRE - MER - AIR - GENDARMERIE
DIRECTIONS & SERVICES



Découvrez la différence Unéo sur groupe-uneo.fr et au 0970 809 000 (appel non surtaxé)

Votre force mutuelle

LA TRANSFORMATION DES SOUTIENS : PRIORITÉ MINISTÉRIELLE



« Il importe que chacun au sein du service comprenne la part qu'il prendra dans le projet de transformation SCA22. »

« **J**e compte m'atteler à la réforme des soutiens. Et sous prétexte que ce n'est peut-être pas la plus visible, la réforme des soutiens, affaiblis par des années de réduction, a été trop longtemps repoussée. Je suis ministre pour porter toutes les réformes nécessaires. » Par ces mots prononcés à l'Université d'été de la défense, le ministre marque sa volonté de faire de la transformation des soutiens l'une de ses priorités et d'y consacrer les moyens nécessaires. Dans le même temps, le CEMA a formalisé sa volonté de stabiliser les organisations et les responsabilités pour permettre à ces transformations de se réaliser au mieux, tout en favorisant le rapprochement entre les souteneurs et les soutenus et en renforçant le rôle du commandement dans le soutien.

Au cœur de ces transformations, celle du SCA tient une place particulière parce que ses prestations conditionnent tout autant la réussite de nos opérations militaires que la vie quotidienne des personnels du ministère. Le cadre de notre transformation est aujourd'hui posé et le projet de service a été validé dans ses principes. Il répond aux objectifs de proximité avec les forces et de modernisation de notre administration militaire conduite en lien avec les services du SGA.

L'ensemble des organismes du SCA étant désormais engagé dans ce mouvement, il importe que chacun au sein du service comprenne, là où il est, l'intérêt et le sens de ce projet, la part qu'il y prendra et en quoi il sera concerné par l'évolution du dispositif. C'est l'action qui sera conduite dans les prochains mois par les chefs d'organisme et les responsables des chantiers SCA22.

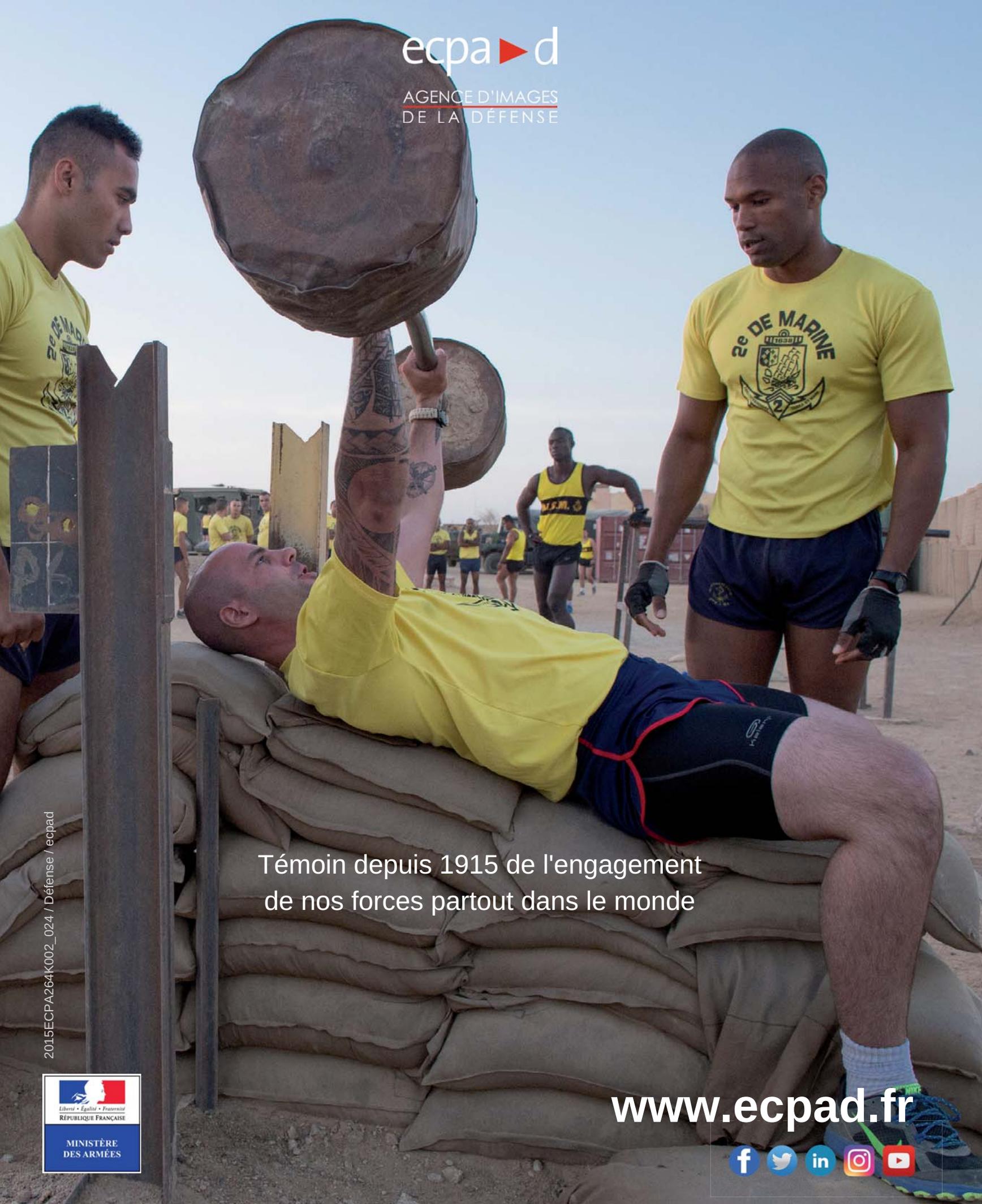
Bonne rentrée à toutes et à tous.

**Le commissaire général
hors classe Stéphane Piat**

Directeur central du Service du commissariat des armées

ecpa ▶ d

AGENCE D'IMAGES
DE LA DÉFENSE



Témoign depuis 1915 de l'engagement
de nos forces partout dans le monde

2015ECPA264K002_024 / Défense / ecpad



www.ecpad.fr



sommaire

Actualité 6

- ▶ Promulgation de la LPM 2019-2025
- ▶ Participation du Commissariat au concours interallié de tir de Bruchsal
- ▶ Le major général des armées sortant a visité l'ELOCA de Châtres



Transfo 8

Le Relais RHL: un levier majeur de la transformation du SCA

SCA OPS 10

À Dayr Kifa, la DIRCOM Daman 31 à pied d'œuvre



Vie des organismes 12

À la découverte de l'inspection du Commissariat des armées

Fil rouge 14

Priorité à l'innovation: le Commissariat, pépinière de projets

Point de situation sur... le développement de la connectivité en enceinte militaire

Focus 17

La réserve stratégique au service de la transformation

- ▶ Accomplir une mission précise
- ▶ Une réalisation concrète: la NASC de Villacoublay

Grand angle 19

L'expertise agroalimentaire au SCA



- ▶ Des rations aux normes Otan
- ▶ Comment le CESCOF imagine vos rations ?
- ▶ Test grande nature: Groenland19

Événement 25

Les événements de la rentrée



- ▶ Marche du Nimègue, le Commissariat sur le terrain et au soutien
- ▶ Le Commissariat fait sa rentrée! #UED2018

La parole à 30

- ▶ Interview de Sylvie Diolot, section contractualisation du GSBDD Istres-Salon de Provence
- ▶ Témoignage du major Bernard de la DCSCA

Culture commissariat 32

14 Juillet 2018: un commissariat soutenant, défilant, communiquant

- ▶ Temps 1 – Les préparatifs sur les sites de Brétigny et de Satory
- ▶ Temps 2 – Le défilé des écoles du Commissariat
- ▶ Temps 3 – « Les Français à la rencontre de leurs armées »

PROMULGATION DE LA LPM 2019-2025

Le 13 juillet 2018, le président de la République, Emmanuel Macron, a promulgué la loi de programmation militaire 2019-2025 à l'hôtel de Brienne, en présence de Florence Parly, ministre des Armées, et de Benjamin Griveaux, porte-parole du Gouvernement.

Lors de la signature de la LPM 2019-2025, le Président a précisé que « ce texte est l'aboutissement d'un travail d'une année pour penser l'Armée de demain, la penser pour nos soldats, pour leurs équipements, pour l'innovation au service de nos armées. Avec des projets européens et internationaux en coopération qui nous permettront de répondre aux défis contemporains ».

Florence Parly a ensuite signé la décision ministérielle annuelle relative aux mesures d'organisation et d'adaptation de la Défense (DM 19) le 19 juillet. La DM 19 officialise les adaptations dont les organismes du ministère devront faire l'objet en 2019, première année de la mise en œuvre la loi de programmation militaire (LPM).

LES ORIENTATIONS DÉCIDÉES SUR LE PÉRIMÈTRE CEMA

La prochaine LPM prévoit un accroissement des ressources humaines du ministère des Armées, répondant à des besoins ciblés et prioritaires, conformes à l'ambition opérationnelle. Sur le périmètre du chef d'état-major des armées, il s'agira de renforcer des capacités clés indispensables pour faire face aux menaces émergentes et d'amorcer la régénération des capacités sous tension pour redonner progressivement aux armées les moyens de remplir durablement leurs missions.

Il s'agira notamment de :

- poursuivre la montée en puissance dans le domaine du renseignement et de la cyberdéfense en donnant la priorité au renforcement des capacités de traitement des données collectées et à la mise en œuvre de nouvelles capacités ;
- répondre aux besoins critiques destinés à l'amélioration de la sécurité-protection, aux unités opérationnelles dont le commandement et à la conduite des opérations, ainsi qu'au soutien aux exportations d'armement ;
- poursuivre une transformation maîtrisée du soutien interarmées, en particulier pour le Service du commissariat des armées (SCA) et pour

PROJET DE LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE 2019 / 2025

le Service de santé des armées (SSA).

En parallèle, le processus de modernisation de l'outil militaire se poursuivra dans le but d'améliorer sa performance.

LA MANŒVRE 2019 POUR LE SCA

Le SCA inscrit sa manœuvre 2019 dans une double dynamique : d'une part la modernisation des soutiens visant à améliorer le service rendu au personnel militaire et civil du ministère ; d'autre part la transformation de ses filières et de ses métiers, dans le but de consolider le soutien de proximité des forces et de rapprocher l'administration du soutenu, tout en élar-

MESURES D'ORGANISATION ET D'ADAPTATION DE LA DÉFENSE 2019

gissant l'offre de service afin de l'adapter aux nouveaux besoins.

En 2019, la manœuvre SCA sera volontairement réduite et les principales mesures de réorganisation seront :

- la dissolution de l'établissement logistique du commissariat des armées de Mourmelon ;
- la dissolution du centre de production alimentaire de Cherbourg ;
- la poursuite des rationalisations ciblées au sein des organismes du service.

L'ambition du SCA de renforcer et de simplifier le soutien de proximité, en rénovant l'administration militaire en relation étroite avec le soutenu, est au cœur du projet SCA 22, construit autour d'un GSBdD prioritairement dédié à la satisfaction du soutenu. La facilité et la fluidité de l'accès au soutien seront renforcées grâce à la généralisation d'outils numériques et digitaux. Des expérimentations continueront à être conduites pour tester de nouvelles procédures et organisations.



INFORMATION SUR LE TERRAIN

Le CRG2 Jacob, adjoint organique, et le CRG2 Serre, sous-directeur performance synthèse, accompagnés des ALE⁽¹⁾, se sont rendus respectivement au CPA de Cherbourg et à l'ELOCA de Mourmelon à la rencontre des personnels, dès le 20 juillet, pour leur délivrer de l'information en direct et leur présenter le dispositif d'accompagnement prévu dans le cadre de ces deux fermetures d'organismes.

La dissolution de l'ELOCA de Mourmelon constituera l'étape ultime de la réorganisation de la chaîne habillement du Service du commissariat des armées, initiée en 2014, et confirmera l'ELOCA de Marseille dans sa mission de pôle national d'expertise balistique.

La dissolution du CPA de Cherbourg s'inscrit dans le cadre de la ré-articulation du dispositif des CPA opérée par le service pour répondre aux objectifs fixés par l'EMA en matière de résilience sur le territoire national. Elle avait été anticipée pour permettre au personnel qui y sert de trouver un emploi au sein du ministère sur le site.

(1) L'Autorité locale d'emploi est le représentant « zonal » de la direction centrale pour la gestion des personnels civils de l'ensemble des établissements SCA du périmètre géographique de compétence.

PARTICIPATION DU COMMISSARIAT AU CONCOURS INTERALLIÉ DE TIR DE BRUCHSAL

Une équipe mixte (active et réserve opérationnelle) a représenté le Commissariat au concours interallié de tir de Bruchsal (République fédérale d'Allemagne) les 6 et 7 juillet 2018. Cette équipe, représentative des profils du SCA employeur, a brillamment défendu nos couleurs au cours des différentes épreuves. Cette activité est l'aboutissement de plusieurs périodes de militarité exécutées au cours des douze derniers mois, lesquelles ont conduit nos personnels à valider leurs CATI⁽¹⁾ et à passer un ou plusieurs niveaux d'ISTC⁽²⁾.

(1) Capacité d'aptitude au tir (certificat militaire).

(2) Instruction sur le tir de combat, une méthode de formation aux armes des personnels combattants de forces armées.



LE MAJOR GÉNÉRAL DES ARMÉES SORTANT A VISITÉ L'ELOCA DE CHÂTRES, IMAGE DE LA MODERNISATION DU SCA



Le major général des armées a visité l'ELOCA de Châtres, à l'invitation du directeur central du Commissariat, le 27 juillet. Illustration concrète de l'évolution du SCA, le projet Châtres NG a été conduit sur plus de deux ans. « Sur ce lieu de Châtres, on est vraiment en plein dans ce que vit le SCA: le passage de l'ancien monde à la modernité. » (CRGHC Stéphane Piat, directeur central du SCA).

Le projet s'articule autour de la modernisation de l'infrastructure, des systèmes d'information logistique, de l'outil de production et des processus. La nouvelle plateforme logistique (36 000 m²) est ainsi concentrée au sein d'un seul bâtiment qui remplace des capacités dispersées. De même, de nouvelles fonctionnalités sont implémentées dans le système d'information et permettent d'améliorer la traçabilité et la conduite des activités. Au final, la nouvelle chaîne de préparation

des commandes par correspondance autorisera le traitement journalier de 16 000 lignes (32 000 en doublant les équipes), quadruplant ainsi les capacités de l'ELOCA.

Dans son discours de clôture de cette visite, le MGA a souligné que la transformation du SCA était une transformation « excessivement difficile » mais nécessaire en raison de la décision qui a été prise de créer un service unique du SCA et de l'importance du soutien pour le quotidien de nos forces.

« On doit à nos armées, à nos soldats, marins et aviateurs le meilleur soutien possible car ce sont eux qui risquent leur vie pour nous tous. Vous êtes des acteurs de la satisfaction de nos soldats vis-à-vis du soutien sur les théâtres d'opération. » (Amiral Coindreau, major général des armées).

Ajoutant que cette transformation n'est possible que par l'action individuelle et l'action collective, le MGA s'est joint au directeur central afin de remercier les personnels de l'ELOCA pour leur travail : « Venir voir les acteurs de la transformation au quotidien me permet de mesurer de manière très concrète les évolutions de cette transformation et l'engagement des uns et des autres. »



LE RELAIS RHL : UN LEVIER MAJEUR DE LA TRANSFORMATION DU SCA

Depuis 2015, un chantier de mise en place d'un échelon intermédiaire de pilotage RHL⁽¹⁾, baptisé « secteur », est en cours au sein du CERIA⁽²⁾ pour répondre aux enjeux de transformation de la filière.



L'équipe Lyonnaise du CERIA et du Relais de Lyon ayant participé au projet CALIPSO.

En janvier 2017, un laboratoire « in vivo » dans la zone de Lyon a pris le nom de « Relais RHL ». Le CERIA a redéfini le cadre d'action pour se conformer aux objectifs de transformation du directeur central. Il s'agit de faire remonter en PFAF/Relais les fonctions de back office (comptabilité, suivi des MRC, contrôle de gestion...) afin que les acteurs de terrain se concentrent sur la qualité de la prestation et l'écoute des soutenus.

Les objectifs du Relais ont alors été simplifiés : **1** - devenir une **plateforme de services partagés** au profit des chefs GS⁽³⁾, porteurs de la performance de la filière sur le terrain ;

2 - relayer la direction centrale et le CERIA pour garantir l'observation des normes fonctionnelles et l'application des fondamentaux du métier.

Très vite, une seconde expérimentation a été lancée à Rennes.

Comme les périmètres d'activités et la géographie sont sensiblement différents à Rennes et Lyon, le CERIA dispose aujourd'hui d'éléments utiles pour adapter les Relais au contexte géographique de chaque PFAF.

Ces deux expérimentations permettent de mieux comprendre comment la nouvelle organisation va fonctionner.

- Le « front-office », au contact des soutenus, est piloté par les GSBdD. Les équipes RHL de proximité se concentrent sur la production et la délivrance des prestations autour des pôles et des guichets ATLAS.

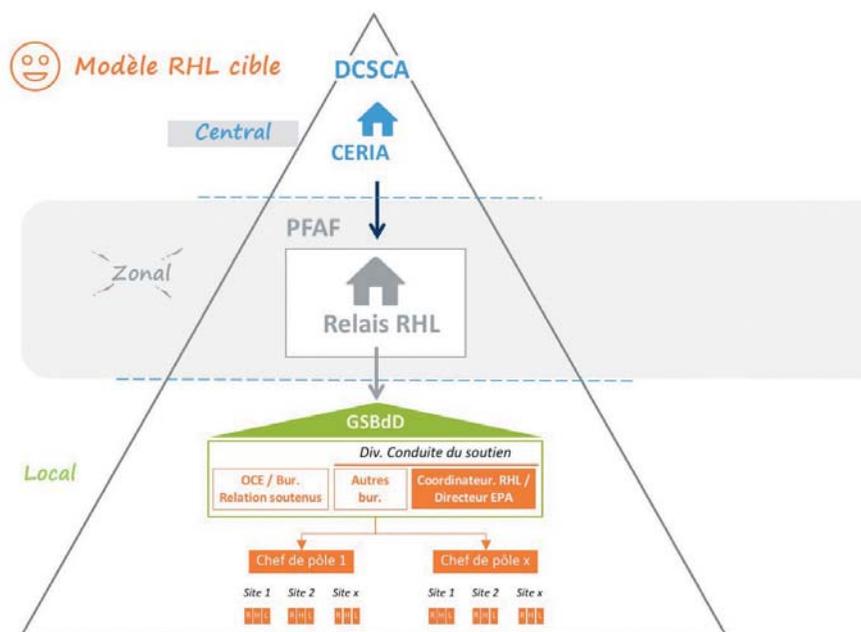
- La portion centrale du GSBdD comprend une division « conduite du soutien ». En son sein, la coordination RHL – alimentée en données et conseils par le Relais RHL – pilote au quotidien l'équipe de direction du cercle. Le « back office », déplacé dans le Relais RHL, travaille au service de la portion centrale du GSBdD rénové. Il concentre les expertises métier pour que le chef GS et son équipe disposent d'une vision parfaitement claire de la filière, en termes de contrôle de gestion, de pilotage de l'exploitation, de performance, de contrôle interne de 1^{er} niveau, de gestion MRC⁽⁴⁾ / Infra, de comptabilité, d'approvisionnements... Le Relais agit bien en toutes ces matières en qualité de centre de services partagés, jamais en surplomb du GS !

- Par ailleurs, les centres d'expertise, tels que le CERIA et le CESGA⁽⁵⁾, s'appuient sur ces échelons déconcentrés que sont les Relais pour garantir la cohérence nationale de la fonction RHL. Par exemple, les Relais travaillent pour le compte des centres experts dès lors qu'il s'agit de contrôler une certification ou d'effectuer des opérations de contrôle interne.



Le CERIA dispose aujourd'hui d'éléments utiles pour adapter les Relais au contexte géographique de chaque PFAF.

LE RELAIS RHL EN BREF



QUELS SONT LES PREMIERS ENSEIGNEMENTS DE CES DEUX EXPÉRIMENTATIONS ?

1 - La mutualisation des fonctions dites « support » installe en Relais une solide expertise, dont profitera chaque GS.

2 - Le Relais est source de simplification pour le terrain. Dans un environnement de plus en plus innovant, le CERIA a été amené à mettre en œuvre de meilleures pratiques pour simplifier l'action des opérateurs et des managers RHL. Par exemple les Relais de Rennes et Lyon ont expérimenté de nouveaux modes d'organisation du travail pour tenir compte de l'élongation géographique. Il s'agit de placer une antenne légère du Relais de Rennes à Tours, ou du Relais de Lyon à Grenoble.

3 - De nouveaux métiers (chef de Relais, référents d'exploitation, coordinateur RHL, contrôleur de l'offre de service, RS2DA⁽⁶⁾...), émergent. Ils permettent d'imaginer de nouveaux parcours professionnels attractifs pour fidéliser les excellents professionnels de la filière !

4 - Le Relais permet aussi de tester et de valider l'utilisation d'outils modernes. Dans les bases de défense de Lyon et de Clermont-Ferrand, le développement des outils numériques tels que SATISFOOD (mesure du niveau de satisfaction du client dans le restau-

rant) ou CALIPSO (contrôle interne de l'offre de service (ODS) restauration, CIS⁽⁷⁾ et CISA⁽⁸⁾ de niveau 1 et 2 sur tablette numérique connectée...).

5 - Un comité d'exploitation a été mis en place au profit des chefs de GS, des chefs de pôle, des directeurs de cercle et des gérants d'activités. Il sera proposé au chef de la division « conduite du soutien » des GS NG dès son installation. Ce comité d'exploitation permet de communiquer mensuellement à l'ensemble des acteurs RHL en GS un point de situation opérationnel des activités d'exploitation. Régulièrement, le chef de Relais ou le référent d'exploitation sont amenés à se rendre sur site et apporter leur analyse et l'expertise zonale sur l'ensemble des activités du cercle. Bref, le Relais ne doit pas être et ne sera pas un objet technocratique parasite !

6 - Le Relais se positionne naturellement comme un lieu d'animation du réseau RHL. La mise en place d'un responsable de secteur EdA⁽⁹⁾ permet d'imaginer de nouvelles formes de collaboration entre le Commissariat et l'EdA.

Les deux structures convergent vers l'appui de proximité renforcé qui est recherché au sein des GSBdD.

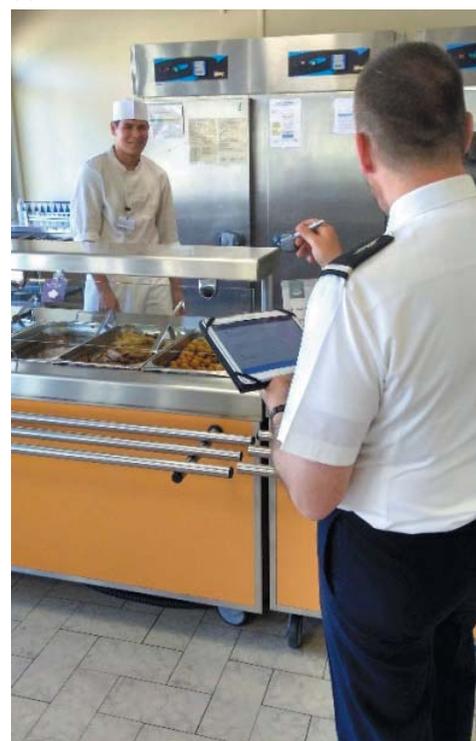
Ce rapprochement a notamment permis :

- d'améliorer le fonctionnement local des chaînes;

- de contribuer, avec des partenaires du monde agroalimentaire comme AGRILocal, à l'avancement d'un important dossier d'actualité, celui dit des « produits locaux et circuits courts ».

7 - Derniers exemples des bénéfices du Relais : le Relais de Rennes a accompagné pour le compte du CERIA le déploiement du « PASS SENTINELLE » dans la zone de défense ouest. Dans une logique d'appui à l'exploitation, il a aussi récemment organisé le premier séminaire zonal des directeurs et directeurs délégués de cercles de la zone centre-ouest.

- (1) Restauration-Hôtellerie- Loisirs.
- (2) Centre d'expertise de la restauration interarmées.
- (3) Groupements de soutien.
- (4) Matériel de restauration collective.
- (5) Centre d'expertise de soutien général des armées.
- (6) Responsable sécurité et sûreté des denrées alimentaires.
- (7) Contrôle interne sanitaire.
- (8) Contrôle interne de sûreté alimentaire.
- (9) Économat des armées.



Un contrôleur de l'offre de service restauration en régie utilisant l'outil CALIPSO lors d'une mission du Relais RHL de Lyon.

POUR EN SAVOIR PLUS



CRP BAMA, chef du bureau
Transformation Secteurs du CERIA
azzedine.bama@intradef.gouv.fr

À DAYR KIFA, LA DIRCOM DAMAN 31 À PIED D'ŒUVRE



Déclenchée le 2 septembre 2006, l'opération Daman trouve son origine dans la décision de la France de renforcer le contingent français de la Finul⁽¹⁾ présent au Liban depuis 1978, conformément à la résolution 1701 des Nations Unies du 11 août 2006.

Dédiée au soutien des quelques 700 casques bleus français actuellement déployés au Liban, la direction du commissariat en opération extérieure (DIRCOM) Daman est l'une des structures grâce auxquelles le SCA délivre, lors des engagements opérationnels, un soutien spécialisé de proximité, permanent et simultané des forces et du combattant par la mise en place de structures adaptées, intégrées à la chaîne de commandement. C'est la seule structure de ce type actuellement en fonctions sur un théâtre d'opérations, avec la DIRCOM Barkhane.

Organisme extérieur du SCA chargé d'assurer un soutien administratif, financier et juridique, la DIRCOM Daman agit sous l'autorité de l'officier exerçant le contrôle administratif du contingent français (appelé *National Contingent Commander* dans le cadre d'une

opération multinationale – actuellement le chef de corps du 21^e RIMA, régiment support de Daman mandat 31) et relève pour emploi de l'ASIA⁽²⁾, intégrateur des soutiens.

À la fois gestionnaire, acheteur/approvisionneur, payeur, employeur, conseiller, contrôleur comptable et budgétaire sur le théâtre, la DIRCOM et les 12 militaires⁽³⁾ qui la composent assurent le soutien quotidien de l'ensemble des casques bleus français engagés dans l'aire d'opérations Daman au Sud Liban, sous l'égide des Nations Unies.

GÉRER : ANTICIPATION/ PROSPECTIVE

Responsable d'unité opérationnelle budgétaire (RUO), le DirCOM⁽⁴⁾ est chargé de l'élaboration et de l'actualisation de la programmation de l'OP 06 Daman du BOP⁽⁵⁾ OPEX

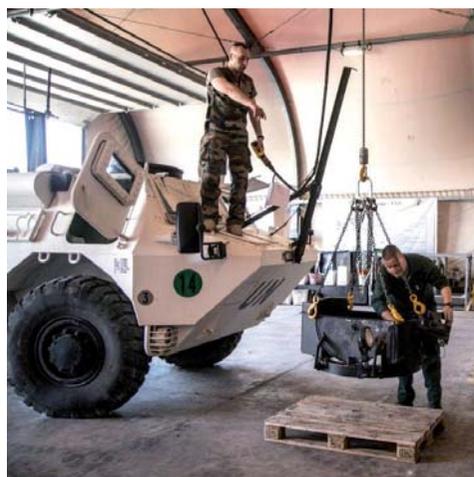
(Programme 178), de l'analyse pour le RBOP⁽⁶⁾ (sous-chef opérations de l'EMA) de l'exécution financière et de l'actualisation des échéanciers de crédits de paiement attachés aux autorisations d'engagement. Il gère également des crédits sur les programmes 144 et 152 au profit d'autres organismes.

Au titre de la gestion logistique des biens, la DIRCOM participe à la manœuvre de la conduite du soutien en lien avec l'officier chargé du soutien de l'homme au sein du SNF⁽⁷⁾ : sortie de biens, traitement des pertes, destructions, ventes de biens en liaison avec le Bureau de liaison de la trésorerie aux armées (BLTA).

ACHETER/APPROVISIONNER : RÉACTIVITÉ RECHERCHÉE

Unique représentant du pouvoir adjudicateur sur le théâtre, le DirCOM est signataire des contrats, conventions d'achats, de travaux ou de prestations nécessaires au fonctionnement quotidien de la force. Alimentation, consommables informatiques, casernement, location de véhicules, maintenance d'onduleurs pour J6... Le champ est vaste. Mais, bien que le code des marchés publics ne s'applique pas en tant que tel en OPEX, les principes sont identiques : tous les achats sur fonds budgétaires doivent respecter les règles fondamentales de la commande publique (liberté d'accès, égalité de traitement, transparence).





Photos du Camp 9.1 de Dayr Kifa (DICOD).

PAYER/RECOUVRER: RIGUEUR DEMANDÉE

Ordonnateur secondaire unique du MINARM sur le théâtre d'opérations, la direction du commissariat en opération extérieure (DIRCOM):

- procède aux engagements et aux demandes de paiement sur les UO⁽⁸⁾ pour lesquelles elle est liée par convention de gestion avec le RUO⁽⁹⁾;
- paye fournisseurs et partenaires grâce à l'avance de trésorerie en opération dont dispose la trésorerie militaire du théâtre;
- distribue des fractions de solde au personnel militaire français sur ses différentes emprises au Sud Liban;
- contrôle et valide les lots de recombplètement de la trésorerie militaire vers l'ACSIA⁽¹⁰⁾, comptable assignataire;
- fait recouvrer les recettes en vertu des accords internationaux et arrangements techniques relatifs aux refacturations entre nations (STANAG⁽¹¹⁾) ou via la Finul (TVA libanaise...);
- liquide et rembourse les débours⁽¹²⁾, ainsi que les ordres de mission internationaux au profit du personnel en opération.

EMPLOYER: LA DIRCOM, UNE VÉRITABLE DRH DE PME

Sous-officier supérieur de la DIRCOM, l'adjudant-chef Frédéric R., du GSBdD de Draguignan, gère la carrière et la rémunération des agents – traducteurs, magasiniers, cuisiniers... –, recrutés sous contrat de travail de droit libanais qui travaillent, parfois depuis plus de 10 ans, au profit de la force. Cette fonction de DRH des 46 Personnels Civils de Recrutement Local (PCRL) actuellement employés par l'opération Daman est souvent une découverte pour les militaires qui en ont la charge: élaboration des feuilles de paye, règlement des cotisations sociales à l'administration libanaise; un nouveau métier qui doit s'apprendre vite et bien.

CONSEILLER : UNE ATTENTION DE TOUS LES INSTANTS

Conseiller administratif et juridique, la DIRCOM centralise toutes les questions relatives à l'application et à la mise en œuvre des règles en matière d'administration qui ne relèvent pas de la responsabilité directe d'états-majors, unités ou autres services: règlement amiable des dommages causés aux tiers par les forces

françaises pour des faits survenus sur le théâtre d'opérations et recouvrement du préjudice de l'État; conseil juridique non opérationnel; affaires douanières et fiscales; état-civil et affaires mortuaires.

CONTRÔLER : UN GAGE D'EFFICIENCE

Responsable du contrôle interne de 1^{er} niveau (CIC 1) des informations comptables produites par ses services, elle est également chargée du contrôle interne budgétaire sur son UO, ainsi que du contrôle interne logistique des biens du SCA sur le théâtre. Responsable du contrôle interne de 2^e niveau sur d'autres organismes que la DIRCOM, elle porte une attention particulière sur les activités du foyer en assistant les autorités exerçant les pouvoirs de tutelle (président du conseil d'administration et directeur), notamment lors des relèves entre mandats.

Voilà en quelques verbes, résumé le cœur de métier de la DIRCOM Daman, qui s'apprête déjà à passer le cap de la mi-mandat sur la colline de Dayr Kifa.

(1) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.

(2) Adjoint soutien interarmées.

(3) Pour la plupart issus de GSBdD métropolitains et de PFAE.

(4) Directeur du commissariat en opération extérieure.

(5) Budget opérationnel de programme.

(6) Responsable de budget opérationnel de programme.

(7) Voir encadré Soutien national France.

(8) Unités opérationnelles.

(9) Responsable d'unité opérationnelle.

(10) Agent comptable des Services industriels de l'armement.

(11) Standardization agreement, en français «accords de normalisation».

(12) Frais de mission hors aire d'opérations.

LA DIRCOM DAMAN 31 EN CHIFFRES

- Un budget de **9 M€** sur le BOP OPEX, OP 06
- **3 M€** d'avance de trésorerie en opération
- **12 000** engagements juridiques annuels dans Chorus
- **700** factures payées par mois
- **500** fractions de solde mensuelles pour un montant global de **200 K€**
- Gestion de **50** contrats de fournitures et services, **5** contrats de travaux et **40** conventions
- Emploi, gestion de **46** personnels civils de recrutement local

À LA DÉCOUVERTE DE L'INSPECTION DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

Six ans après le Service du commissariat des armées (SCA), l'inspection du Commissariat des armées (ICA) voit le jour le 1^{er} janvier 2016. À l'origine, le Centre d'analyses de contrôle interne comptables (CACIC) assurait seul la mission de régularité du service, mais, devenant CACI, il a vu ses missions évoluer et ne pouvait plus répondre à toutes les problématiques. Le directeur central du SCA ayant besoin de maîtriser complètement l'activité de son service, le choix de créer une inspection est retenu à la fin de l'année 2015.



C'est l'arrêté signé par le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et daté du 19 janvier 2016, qui définit les missions et la structure de l'inspection du Commissariat des armées. Cette dernière est placée sous l'autorité d'un officier général du corps des commissaires des armées qui porte le titre d'inspecteur du Commissariat des armées. Le commissaire général hors classe Laroche de Roussane prend la tête de l'ICA à sa création. L'inspecteur est directement subordonné au directeur central du Service du commissariat des armées et propose des mesures propres à améliorer l'organisation et le fonctionnement du SCA. Il peut être chargé de conduire des enquêtes et peut également recevoir le personnel militaire et civil géré ou employé par le service qui en fait la demande. L'appellation d'inspection du Commissariat des armées et non d'inspection du service du commissariat des armées est porteuse de sens. Elle montre que l'inspection est susceptible de concerner l'ensemble de la « fonction commissariat » des armées. Son périmètre d'activité englobe le service du Commissariat mais peut



«Voici la question que je me pose à chaque mission : en quoi puis-je aider le directeur central à assumer sa responsabilité de gouvernance du service ?»

CRGHC Laroche de Roussane

s'étendre au-delà sur mandat du chef d'état-major des armées. Car le Commissariat est à la fois un service et un domaine fonctionnel ce qui fait qu'il est possible de voir des inspections qui dépassent le périmètre organique du service du Commissariat, toujours autour de thématiques telles que l'administration générale, le soutien commun et de tout ce qui concerne le fond de ces domaines.

IMMERSION AU SEIN DE L'INSPECTION...

L'inspection vue par l'inspecteur : «Pour résumer, l'inspection est une petite structure qui est volontairement "légère" pour que le directeur central du Commissariat des armées ait à sa main une sorte d'élément léger et rapide d'intervention. L'inspection a la capacité de se faire prêter des charges de mission, pour quelques jours ou quelques semaines, provenant de divers organismes pour mener à bien les tâches à l'ordre du jour. Hors les cas particuliers d'enquêtes qui peuvent conduire à chercher des responsabilités et à proposer des sanctions, en général, nous venons simplement comprendre comment marche un organisme, au-delà de l'écrit, et voir comment il fonctionne en observant la réalité humaine sur le terrain. L'inspection produit alors un relevé des observations faites et des bonnes pratiques analysées. Ce relevé fait l'objet d'un rapport adressé au chef d'organisme et au directeur central contenant des solutions, des propositions ou des recommandations. L'ICA



constate et propose ; il laisse le chef d'organisme se positionner selon les orientations que la direction centrale va elle-même retenir. Les constats sont à disposition, grâce à une base de données disponible pour tous pour une totale transparence. Enfin, en ma qualité d'inspecteur je me tiens également à disposition pour recevoir le personnel militaire et civil, géré ou employé par le service du Commissariat des armées qui en ferait la demande. »
Le directeur central a par ailleurs confié une

mission particulière à l'inspecteur, celle de superviser la formation dans les écoles en liaison avec le bureau « formation » de la direction centrale.
L'inspecteur du Commissariat des armées s'est vu confier une mission es qualité, celle de « référent déontologie et lanceur d'alerte » pour le corps des commissaires des armées. Cela se traduit par la possibilité pour chacun des commissaires de saisir l'inspecteur lorsqu'il estime faire



« Je suis un peu les yeux et les oreilles du directeur central sur le terrain ; j'en répons très concrètement devant lui, c'est-à-dire en tête à tête à chaque retour de mission ».

CRGHC Laroche de Roussane

face à une situation posant problème au regard de la déontologie des agents publics, tant pour lui-même que dans son environnement.

À L'ICA, PAS DE JOURNÉE TYPE !

L'équipe de l'inspection, composée de cinq personnes, est mobilisée quotidiennement pour assurer ses missions. L'inspecteur, l'assistante et les trois chargés de mission permanents (dont deux commissaires et un attaché principal) ont un planning chargé. L'inspection du Commissariat des armées assure 23 missions planifiées par an, ce qui représente environ deux missions par mois. Chaque mission dure entre 3 et 4 jours. Une visite de l'ICA commence toujours par une présentation de l'organisme audité. Ensuite, l'équipe se répartit en différents secteurs d'intérêt et termine par une revue de synthèse en fin de mission. Un compte rendu est alors rédigé par chacun et l'inspecteur rassemble et remet le rapport au chef d'organisme et au directeur central.

À partir de 2019, l'inspection a pour ambition de positionner davantage ses missions sur la transformation du service. Les visites et les thèmes d'inspection seront donc orientés sur l'accompagnement de cette transformation, un sujet d'actualité pour l'ensemble du Commissariat des armées et son personnel.

Dans les mois qui viennent, l'inspection va également se concentrer sur les ressources humaines du service. Les RH sont une grande préoccupation pour le directeur central du SCA : l'inspection doit en prendre sa part avec à terme la constitution d'un pôle RH à côté du pôle audit-inspection actuel.

Le rôle de l'inspection est donc multiple puisqu'elle a pour ambition d'être un élément proche, direct et performant auprès du Directeur central afin de l'assister dans l'exercice de ses responsabilités éminentes.

PRIORITÉ À L'INNOVATION : LE COMMISSARIAT, PÉPINIÈRE DE PROJETS

« L'innovation c'est l'audace, c'est la créativité qui ne connaît aucun tabou, qui bouscule les usages et qui apprend de l'échec. C'est l'impulsion qui part de vos usages, de vos métiers, de votre quotidien. L'innovation c'est cet état d'esprit qui doit imprégner tout le ministère et toute notre communauté de défense. »

(Ministre des Armées, novembre 2017)



Cérémonie de remise des prix lors du Salon Innovation Défense 2017, en présence de la MINARM et du CEMA.

C'est en ces termes que la ministre des Armées, M^{me} Florence Parly, avait souligné l'importance accordée à l'innovation lors de la cérémonie de clôture du Salon Innovation Défense en soutien des armées, organisé par le secrétariat général pour l'administration (SGA) le 23 novembre dernier. La ministre des Armées met en effet un accent particulier sur la promotion de l'innovation, facteur décisif pour la sécurité et la compétitivité, au centre de son action. Grâce à la créativité de ses personnels, le Commissariat tient un rôle majeur dans ce projet.

À NE PAS MANQUER

Rendez-vous le 22 novembre au Salon Innovation Défense 2018 pour découvrir l'ensemble des initiatives innovantes proposées par les personnels du MINARM !

L'INNOVATION: UNE PRIORITÉ DU MINARM, INCLUANT LE COMMISSARIAT

Le Commissariat des armées est un service innovant. Les innovations formulées par ses personnels changent la vie des administrés, souvent dans l'ombre, en simplifiant les processus, en impliquant des gains de temps, ou encore en facilitant les démarches administratives quotidiennes. Augmenter la performance du service par l'innovation et, ainsi, améliorer la vie des administrés, tel est l'objectif visé par ses personnels... Qui ne manquent pas d'idées !

La 4^e semaine de l'innovation publique, qui s'est tenue du 20 au 26 novembre 2017, avait notamment entraîné la tenue du Salon Innovation Défense susmentionné et de la journée de l'innovation du CESCOF (5 décembre, École militaire). S'en était suivie l'organisation de la 2^e édition du Hackaton SCA, en juin 2018, qui visait à proposer des solutions afin d'améliorer l'environnement de vie et de travail en enceinte militaire. **La participation du Commissariat à ce cercle vertueux de l'innovation atteste de sa volonté et de sa capacité à innover.**

Soulignons que, dans le contexte de transformation actuel du service, les mots prononcés par Paul Serre, directeur, adjoint au SGA, lors du Salon Défense Innovation en soutien des armées – « *L'innovation est autant un impératif qu'une volonté* » – ne sauraient être plus vérifiés.

LE FID 2018 : UNE NOUVELLE OCCASION DE SE RENCONTRER, D'ÉCHANGER, DE COLLABORER

De nombreuses innovations qui ont amélioré l'environnement de la défense ces dernières années relèvent de l'administration et des soutiens. C'est pourquoi le MINARM a choisi



Hackaton SCA 2018.

Pass' Sentinelle : une innovation dans le soutien en alimentation des troupes Sentinelle.



de s'appuyer sur la créativité de la communauté de défense pour récolter les bonnes idées ou développer les bonnes pratiques afin d'en faire profiter le plus grand nombre.

Sur le terrain, les personnels du Commissariat ont souvent la solution aux difficultés, irritants ou blocages auxquels ils sont confrontés quotidiennement. C'est pourquoi ils ont été conviés à partager et à diffuser leurs solutions innovantes lors du Forum Innovation Défense qui réunira l'ensemble des innovations du ministère des Armées du 22 au 24 novembre 2018, à la Cité de la mode, à Paris.

Les projets seront présentés à l'un des quatre grands prix Innovation Défense suivants :

- **Prix Relations Usagers** : amélioration de la qualité de service dans les relations avec

les usagers, pour les activités de soutien et les métiers administratifs ;

- **Prix Achats Innovants** : mise en valeur de ces achats (hors armement) ;

- **Prix Innovation Managériale** : innovation dans les méthodes d'organisation, de transformation des modes de relations internes, de travail collaboratif, d'impulsion pour favoriser la créativité et faire naître des innovations, ou d'amélioration de la qualité de vie au travail ;

- **Prix Numérique (Technologies)** : simplification et modernisation du ministère, sous forme d'innovation technologique ou d'informatisation.

NB : les candidatures étaient ouvertes du 5 juillet au 14 septembre 2018.



«L'innovation est un des quatre axes de la LPM : la révolution numérique, l'intelligence artificielle, la mise en réseau des systèmes, les progrès dans le domaine de l'énergie et de la miniaturisation sont autant d'opportunités qu'il faut savoir saisir pour assurer le développement de nos futurs systèmes d'armes et assurer notre supériorité opérationnelle.»

Général d'armée François Lecointre, CEMA lors de l'UED 2018

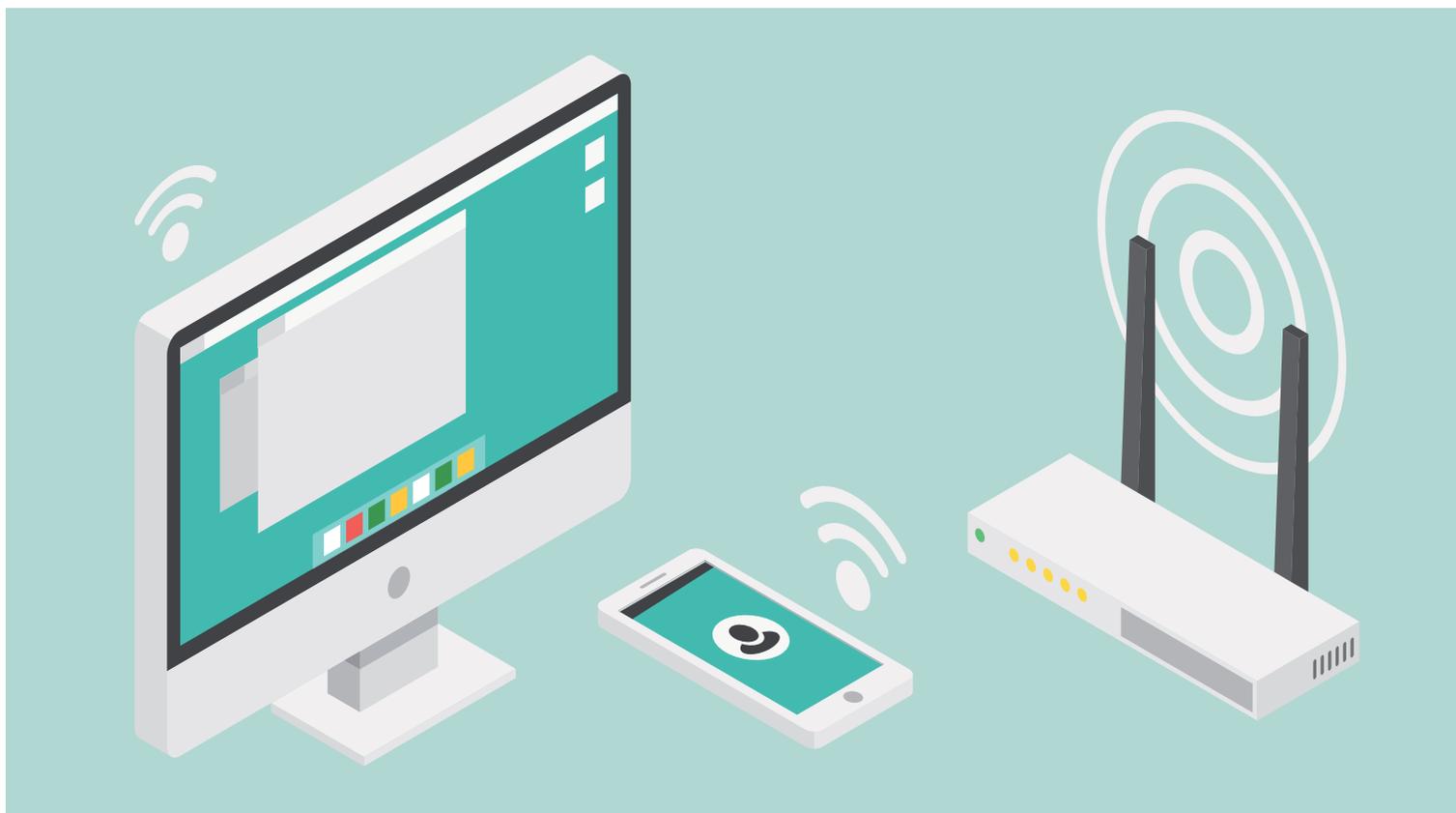
ET APRÈS ? ZOOM SUR LES SUITES DONNÉES AU PROJET DAMIER

Le CRC2 Dorliac, lauréat du prix Déf'innov – Finances grâce à son projet Damier (Salon Innovation Défense 2017), nous explique comment ce prix lui a permis de développer son innovation.



« Le prix Déf'innov – Finances attribué à la démarche Damier a permis de mettre en lumière le travail colossal réalisé depuis plus de 5 ans par le Centre d'Analyse et de Contrôle Interne (CACI) et la DC SCA pour construire un dispositif robuste de comptabilité analytique portant sur l'intégralité des filières du Service. Au-delà de cette marque de confiance et de reconnaissance au plus haut niveau du ministère, ce prix a facilité la diffusion de la culture du pilotage par la performance en montrant, plus particulièrement, l'utilité de la comptabilité analytique en tant qu'outil complémentaire d'aide à la décision. Ce contexte a permis, depuis lors, d'entamer le franchissement d'un cap supplémentaire : passer de l'identification des coûts à leur exploitation aux fins d'analyse et de management du couple coût-performance. Le but est donc aujourd'hui d'identifier des objectifs de performance économique ambitieux et réalistes tout en définissant, avec les acteurs des filières et des métiers du SCA, les indicateurs et plans d'actions concrets afférents.

POINT DE SITUATION SUR... LE DÉVELOPPEMENT DE LA CONNECTIVITÉ EN ENCEINTE MILITAIRE



Dans la suite logique du Plan Familles (mesure 6.1.1, portée par le Commissariat des armées) et afin d'offrir à nos armées toujours plus de confort dans leur environnement de vie et de travail en enceinte militaire, le déploiement du wifi gratuit se poursuit.

Le service wifi gratuit est ouvert depuis février 2018, sur le périmètre couvert par l'offre de service ILDA (Internet de loisirs des armées, payant) et couvre 100 000 lits. S'il s'agit pour le moment d'un service de transition, la version stabilisée de cette offre, intitulée ILoSCA (Internet de Loisirs du SCA), proposera un service plus performant, comprenant notamment un nouveau portail, une meilleure bande passante...).

L'opérateur d'ILoSCA est l'Économat des armées (EdA), qui a passé un marché public avec un fournisseur d'accès (société WI-FIRST). Cette société va basculer les sites déjà équipés



(offre de transition) vers ILoSCA, soit environ 10 000 lits par mois. Notez que ce basculement sera totalement transparent pour le soutenu.

En parallèle, l'EdA prépare la connexion des sites non encore couverts par le wifi, pour atteindre, à l'horizon été 2019, la cible de 137 000 lits, qui avait été fixée fin 2017. La liste des sites est en cours de construction, à partir des priorités qui ont été données par les DRH d'armées.

Dans son allocution du 11 septembre à l'occasion de l'Université d'été de la Défense 2018 (#UED2018), la ministre des Armées, Mme Florence Parly, a souligné que la réalisation du Plan Familles est en bonne voie, précisant que 70% des mesures ont connu une première application en 2018. Le succès du déploiement du Wifi gratuit fut pris en exemple. En effet, en juin, 100 000 militaires en bénéficiaient déjà !

LA RÉSERVE STRATÉGIQUE AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION

La Journée nationale du réserviste se déroule cette année du 13 octobre au 11 novembre. Une belle occasion pour vous présenter un type de réserve peu connu : la réserve stratégique. Au Commissariat des armées, elle réunit actuellement une douzaine de profils de haut niveau venus du milieu civil, souhaitant également servir, grâce à leurs compétences. Son objectif ? Répondre au contexte de transformation du SCA, en apportant, y compris sur le terrain, une expertise pointue dans différents domaines clés de la transformation et de la performance.

ACCOMPLIR UNE MISSION PRÉCISE, QUI RÉPOND À UN BESOIN EXPRIMÉ ET OPÉRER EN GROUPE

Mise en place en octobre 2015, la réserve stratégique est intégrée au sein d'instances de conception et d'étude au niveau de la direction centrale. Elle contribue, par sa connaissance du monde civil, des pratiques de pilotage et de performance économique développées en entreprise ou par d'autres administrations, aux travaux de transformation et d'évolution stratégiques des filières et métiers du service. Elle est un vecteur privilégié pour l'établissement et le développement de partenariats défense/entreprises avec des sociétés ciblées des secteurs du *facility management*⁽¹⁾, de la restau-

ration, de la logistique, de l'expertise comptable et des systèmes d'information.

Qu'est-ce qui distingue cette réserve de la réserve «classique» ?

Ces réservistes sont des personnes recrutées en fonction de leur haut niveau. Ils ont vocation à aider les sous-directeurs et le directeur central dans la phase de transformation du service. Une particularité importante réside dans la cohésion et le travail en groupe de ces réservistes de haut niveau. C'est la garantie que les problématiques complexes de transformation sont appréhendées dans leur globalité, sans

omettre des dimensions éventuellement non identifiées au départ. Ce mode collectif est LA valeur ajoutée de la réserve stratégique.

Est-ce une particularité du SCA ?

Le concept de réserve stratégique est particulier au SCA, mais les autres armées emploient aussi des réservistes de haut niveau (inspection de l'armée de l'Air par exemple). Le mode de fonctionnement collectif de la réserve stratégique du SCA est une quasi-exclusivité du service, on ne le retrouve qu'au commandement des opérations spéciales.

Quel *modus operandi* ?

Sous la conduite du chargé de mission réserve stratégique, ces réservistes opèrent en équipe et ont vocation à rendre compte de leurs travaux et observations au niveau du comité de direction du service.



UNE RÉALISATION CONCRÈTE : LA NASC DE VILLACOUBLAY ET L'EXPERTISE DU CRP GRÉGORY



Les missions confiées aux réservistes stratégiques sont des missions à haute valeur ajoutée, qui nécessitent une expertise solide. Preuve par l'exemple, avec le CRP Grégory, directeur des projets systèmes de transport de la RATP, dont les compétences en conduite de projet ont permis la mise en place de NASC⁽¹⁾ tests sur la base aérienne 107 de Villacoublay. Il fait suite à la convention tripartite signée entre le SCA, l'armée de l'Air et la RATP. Le projet s'inscrit parfaitement dans le mouvement de modernisation du soutien. Côté RATP, cette collaboration avec les armées permet de faire valider un certain nombre d'études quant à l'exploitabilité d'une telle navette en milieu « mixte » (coexistence entre navettes, voitures, cyclistes, piétons). Du côté des armées, il s'agit de proposer un nouveau moyen de desserte. La base de Villacoublay a été choisie en raison de sa proximité avec Paris, de son caractère emblématique et de son étendue.

Pourquoi avoir intégré la réserve stratégique ?

J'ai toujours eu envie d'intégrer les forces armées, en particulier la gendarmerie, mais après mes études ce rêve est resté en veille. C'est au lendemain des attentats du Bataclan en 2015, puis de ceux de Nice en 2016, que j'ai



eu un électrochoc : j'ai estimé qu'il était temps de m'investir pour la défense nationale. J'ai sollicité le Commissariat afin de rejoindre la réserve stratégique et j'ai signé mon ESR⁽²⁾ en mai 2017.

Qu'est-ce que la réserve stratégique vous apporte ?

Une nouvelle façon d'appréhender les projets. L'armée a une manière de travailler très structurée, toujours dans la vision, dans le coup d'après, cherchant à appréhender ce qui va se passer à plus longue échéance. De plus, cette expérience me permet de rencontrer des profils extrêmement intéressants.

Et pour le futur ?

Je suis également sur le volet transport, à travers le projet DPC⁽³⁾ incorporation (moderni-

sation de l'habillement), dont l'expérimentation a démarré en septembre 2018 au GS d'Angers. Je suis aussi toujours en soutien éventuel des points Atlas. Ayant fait beaucoup de management dans le secteur privé, pourquoi ne pas avoir une expérience de commandement ?

- (1) Ensemble des services nécessaires à la Navette autonomes sans conducteur.
- (2) Engagement à servir dans la réserve.
- (4) Distribution par correspondance.

À NOTER !

La réserve stratégique est une qualification fonctionnelle. Le régime normal des réservistes stratégiques, membres à part entière du service, est celui de l'appartenance à la réserve opérationnelle de premier niveau (RO1). Ils sont titulaires d'un ESR en tant qu'experts.

Les dossiers sont instruits par la SDBC⁽¹⁾ qui porte une attention particulière à la qualité du CV et à l'avis rédigé par le futur employeur qui doivent permettre de comprendre l'environnement professionnel ou extra professionnel dans lequel le candidat évolue et ainsi de mettre en adéquation le grade proposé et la mission avec le profil du candidat (expérience, diplôme et âge). De par leur niveau, ces professionnels sont recrutés en qualité de spécialistes ce qui permet de les recruter directement dans un grade correspondant à leur profil. Ces spécialistes n'ont pas vocation à « faire carrière » au sein de la réserve : ils ne sont pas tenus de suivre une formation militaire. Ils ne sont pas notés, ni sujets à l'avancement : leur grade est attaché à un poste spécifique qu'ils perdent à l'issue de leur fonction.

(1) Sous-direction des bureaux des cabinets.

grand angle

L'EXPERTISE

AGROALIMENTAIRE AU SCA



Les rations font partie du patrimoine militaire français... Mais pas seulement ! De nombreux youtubeurs proposent de découvrir, en ligne, les rations du Commissariat des armées... Et ils ne tarissent pas d'éloges ! Dixit l'un d'entre eux : « *C'est du foie gras ces rations françaises par rapport à d'autres... !* » Des rations, il en existe six sortes, adaptées aux besoins du combattant. À l'origine de chacune d'entre elles : le besoin exprimé par les armées.

DES RATIONS AUX NORMES OTAN



On ne met pas ce que l'on veut dans une ration... L'ensemble des pays de l'OTAN est soumis au cadre très réglementé du STANAG⁽¹⁾ 2937 mis à jour le 30 octobre 2013 et intitulé «Exigences relatives aux rations opérationnelles individuelles à usage militaire». Tout y est : des durées de conservation au contenu nutritionnel, du traitement des déchets à la traçabilité des aliments, tout doit concourir à une interopérabilité optimale des rations otaniennes.

Le Commissariat des armées participe à la rédaction de ce document avec ses alliés et le met en musique grâce à son centre expert dédié : le CESCOF⁽²⁾, basé à Rambouillet. De la définition des rations à la satisfaction des besoins exprimés par les formations, celui-ci met tout en œuvre pour garantir la qualité des vivres opérationnels. Pour ce faire, il s'appuie sur toute une chaîne au sein du Commissariat des armées⁽³⁾ :

- l'ELOCA d'Angers conditionne, stocke et expédie les rations de combat ;
- les ELOCA de Brétigny et de Marseille les stockent et les expédient ;
- les GSBdD font remonter les besoins annuels des formations soutenues et assurent la distribution des vivres opérationnels, ainsi que le suivi des droits à tirage de ces mêmes formations ;
- le LABOCA d'Angers contrôle les composants des rations de combat.

Le Commissariat des armées met ainsi en œuvre de manière autonome et sécurisée un processus lui permettant d'acheter, de contrôler, de conditionner et d'acheminer les denrées alimentaires sur les théâtres d'opérations et les manœuvres, au profit des forces armées. Chaque année, le CESCOF dépense près de 20 millions d'euros de composants afin de concevoir 2 millions de rations individuelles (ration de combat individuelle réchauffable, ration individuelle d'exercice, ration individuelle lyophilisée, ration d'urgence et ration festive). Celles-ci sont en suite conditionnées à l'ELOCA d'Angers.

(1) Standardisation agreement: accord de normalisation.

(2) Centre expert du soutien du combattant et des forces.

(3) Directive de gestion relative aux rations opérationnelles du CESCOF du 21 mars 2017.

DDM ET DLUO

- **Ancienne appellation** : DLUO – date limite d'utilisation optimale
- **Nouvelle appellation** : DDM - date de durabilité minimale

COMMENT LE CESCOF IMAGINE VOS RATIONS ?



Les soldats de l'opération Lynx en Estonie découvrent les rations festives le 14 Juillet 2018.

Le service des vivres du CESCOF comprend des ingénieurs et techniciens agroalimentaires qui rédigent des cahiers des charges afin d'assurer le niveau de qualité et de conformité requis par la législation. Lors d'un appel d'offres, des dégustations sont réalisées à l'aveugle – par un jury de 8 à 15 militaires représentatifs des consommateurs de rations – qui donnent leur avis gustatif. Le choix du fournisseur se fait ensuite en fonction du meilleur rapport qualité/prix.

Chaque année, de nouvelles recettes sont introduites pour offrir à nos soldats les dernières innovations en matière culinaire. Le CESCOF est un organisme qui appartient à la fonction publique d'État, il est donc soumis au code des marchés publics pour l'ensemble de ses achats.

1 CONCEVOIR : RÉPERCUTER LE BESOIN EXPRIMÉ PAR LES FORCES

Si le CESCOF s'appuie sur le STANAG 2937 pour concevoir les rations de combat, il se doit également d'être à l'écoute permanente de ses « clients », les combattants. C'est pour eux et grâce à leurs remarques que la ration évolue constamment. Ainsi en est-il de la ration festive dont l'idée a émergé il y a 3 ans... Manger une ration classique à plusieurs milliers de kilomètres de chez soi et loin de tout ordinaire le soir de Noël ou le 31 décembre... Et si le Com-

LE SAVIEZ-VOUS ?

Il existe 5 types de rations alimentaires, toutes adaptées aux besoins spécifiques du combattant :

- RCIR : Ration de combat individuelle réchauffable → La plus consommée, couvre les 3 repas quotidiens pour un homme – 14 menus disponibles.
- RIL : Ration individuelle lyophilisée → Particulièrement adaptée aux zones de montagne ou tropicales, pour les besoins quotidiens d'un combattant.
- RIE(R) : Ration individuelle d'exercice (réchauffable) → Un repas chaud ou froid, plus compacte que la RCIR.
- RU : Ration d'urgence → Constituée essentiellement d'aliments très énergétiques, pour des missions courtes ou en compléments d'une autre ration.
- RS : Ration de survie → La plus compacte, constituée de biscuits énergétiques, pour un combattant dépensant un minimum d'énergie – Eau potable limitée.
- Les rations de fête.



Premières rations de fêtes à Barkhane, décembre 2015.



Zoom sur le contenu d'une ration de fête.

missariat des armées nous proposait une alternative? C'est dans cet état d'esprit qu'a été conçue cette ration dite festive qui a depuis remporté tous les suffrages! Canard, gambas, tapenade, fromage, canelés de Bordeaux et café prêt à consommer: tous les ans, le Commissariat des armées propose de nouvelles recettes, pour le plus grand plaisir de ses soutenus! Autre exemple récent: les recettes à base de pâtes. Sur sa foire aux questions en ligne⁽¹⁾, le CESCOF invite les personnels à lui faire remonter leurs questions. Et il leur répond en toute transparence. Au sujet des pâtes, il indique ainsi: «Cette demande assez ancienne est aujourd'hui com-



«Aujourd'hui, suite aux demandes exprimées auprès du CESCOF, on trouve des pâtes dans une ration sur trois.»

plètement satisfaite [...]. Le CESCOF, en collaboration avec les industriels de l'agroalimentaire, a développé des recettes à base de pâtes qui donnent entière satisfaction. Aujourd'hui, dans plus d'une ration sur trois, on trouve une recette à base de pâtes.»

2 SÉLECTIONNER: TRAVAILLER AVEC LES INDUSTRIELS

Le CESCOF privilégie les industriels européens: actuellement, nos rations se composent à 90 % de produits français. Il achète un à un les différents composants qui viendront constituer les rations. Lors de l'achat de ces composants, le CESCOF établit un cahier des charges technique qui assure d'approvisionner des produits d'un bon niveau de qualité (souvent supérieur à celui des produits vendus en grande surface!). D'ailleurs, dans le choix des produits, la qualité (jugée sur dégustation d'un jury composé de consommateurs de rations) compte pour 70 %, et le prix pour 30%.

Voici quelques-unes des règles imposées aux industriels :

- le poids minimum de viande ou poisson dans les plats cuisinés doit être de 90g (supérieur aux produits «courants»);
- les recettes qui bénéficient d'une reconnaissance qualitative sont privilégiées (cassoulet supérieur au confit de canard, lentilles aux saucisses de Toulouse, rillettes traditionnelles...);
- le chocolat noir doit être constitué d'un minimum de 60% de cacao (chocolat noir standard = 43 %);
- les pâtes de fruits doivent contenir 25 % de pulpe du fruit cité (qualité supérieure par rapport à une pâte «aromatisée à »).

Ainsi, afin de réaliser les 14 menus proposés pour le seul modèle de ration de combat individuelle réchauffable (RCIR), le CESCOF passe des marchés composants par composants avec :

COMBIEN COÛTENT NOS RATIONS?

(Prix valables jusqu'au 31/12/2018)

- RCIR : 10,31 €
- RIL : 19,02 €
- RIE : 3,97 €
- RU : 5,09 €
- RS : 3,24 €
- Ration de fête : 35 €

grand angle

- 30 recettes différentes de plats cuisinés;
- 8 recettes d'entrée de charcuterie;
- 6 recettes d'entrée de poisson;
- 7 recettes de potage;
- 4 recettes de dessert;
- 3 parfums de caramel et de pâtes de fruits;
- ainsi que tous les autres composants de la RCIR (petit déjeuner, chewing-gum...).

3 GARANTIR LA QUALITÉ DES PRODUITS SÉLECTIONNÉS

À la réception des composants, des échantillons sont expédiés au LABOCA : chaque lot fait l'objet d'analyses microbiologiques, physico-chimiques, organoleptiques⁽²⁾. La qualité des emballages est, elle aussi, étudiée.

Le CESCOF conservera pendant toute leur durée de vie (4 ans pour les RCIR) les différents composants des rations ainsi que les boîtes elles-mêmes afin de constater leur évolution dans le temps et d'être en mesure de garantir la qualité du produit initialement commandé.

L'ELOCA d'Angers conditionne ensuite les composants sur une chaîne entièrement robotisée. La traçabilité de chaque ration est assurée grâce au numéro unique imprimé sur les boîtes. Ainsi, 1 800 000 rations sortent chaque année de l'ELOCA après avoir passé tous les contrôles de qualité.

Depuis 2006, et dans un souci de parfaite transparence, le CESCOF s'engage chaque année par écrit à fournir aux formations des rations avec une DLUO résiduelle de 1 an minimum. Dans les faits, celle-ci est souvent plus longue, environ 18 mois.

(1) <http://portail-commissariat.intradef.gouv.fr/page-espace/vivres-op%C3%A9rationnels/foire-aux-questions>

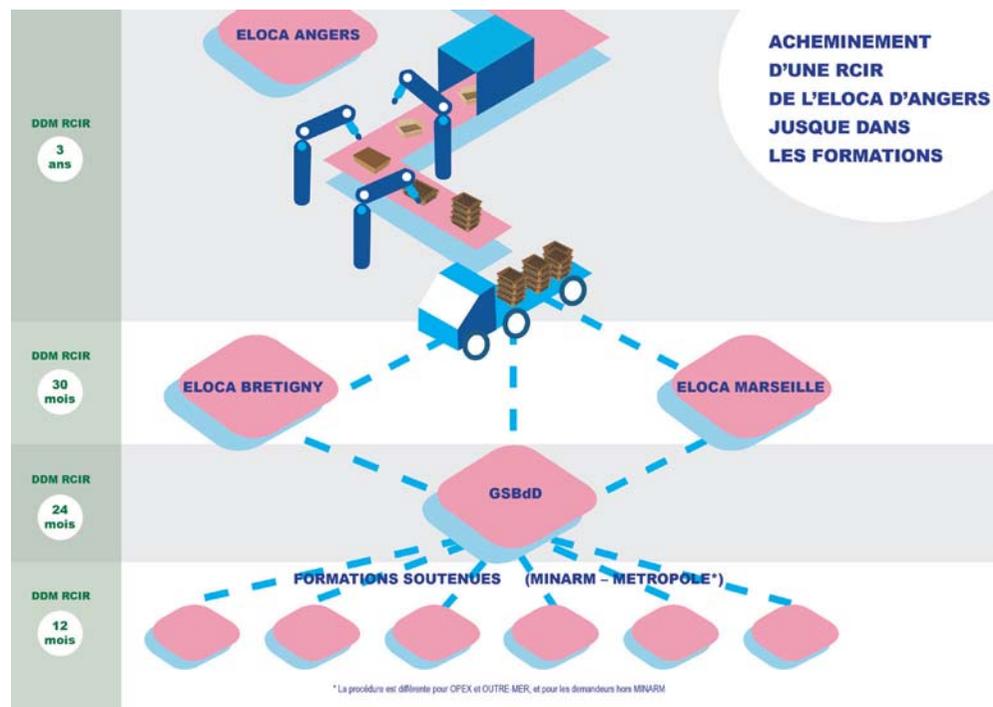
(2) On qualifie d'organoleptique tout ce qui est susceptible d'exciter un récepteur sensoriel. Ainsi, l'apparence, l'odeur, le goût, la texture ou encore la consistance constituent les qualités organoleptiques d'un aliment ou d'une boisson. Source : Futura Santé.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La RCIR (Ration de combat individuelle réchauffable) se décline en 14 menus différents. Les menus de 1 à 7 sont sans porc, sans alcool, sans saindoux, les menus de 8 à 14 peuvent contenir du porc, de l'alcool (dans la formulation des recettes) ou du saindoux.



CIRCUIT D'ACHEMINEMENT DES RATIONS



TEST GRANDEUR NATURE : GROENLAND19



Les experts agroalimentaires du Commissariat sont à la recherche permanente de nouveaux produits. Mais pour les tester, il leur faut trouver des expérimentations grandeur nature. C'est exactement l'opportunité que représente l'exercice Groenland 19. Une démarche qui s'inscrit parfaitement dans notre mission de développement de produits SH NG (Soutien de l'homme nouvelle génération).

En relation avec le Groupe militaire de haute montagne (GMHM) et l'IRBA⁽¹⁾, le SCA/CESCOF sera donc partie prenante de l'édition 2019 ! En 2018, l'accent avait été mis sur les tests des équipements. Cette année, ce sont les propositions dans le domaine alimentaire qui seront mises en avant. Car dans des conditions climatiques extrêmes, le repas du combattant doit être un moment plaisir et détente qui permet à la fois de redonner des forces et de regonfler le moral. Le cahier des charges est le suivant : 21 jours de raid, environ 4 000 kcal par jour et par homme, avec une alternance de barres énergétiques protéinées, d'aliments carnés, de fromages et d'aliments « plaisir ». Un véritable challenge pour le CESCOF qui a dû répondre à de multiples problématiques avant



« Nous travaillons en commun avec l'IRBA pour la mise en place d'un protocole nutritionnel, l'élaboration de menus équilibrés et variés, l'interopérabilité des rations. Par exemple, la ration RIL est déjà une version adaptée, lyophilisée, de la ration de combat RCIR OTAN, et aujourd'hui la nouvelle Ration Force au Contact RFC permet de manger tout en marchant. »

M. Éric, expert agroalimentaire au CESCOF.

de proposer plusieurs composants :

- Quels types de denrées transporter par -25°C?
- Comment les faire réchauffer sans utiliser de feu?
- Comment garantir la variété dans les repas?
- Comment utiliser un minimum d'eau à l'état liquide?

Grâce aux échanges permanents réalisés entre les ingénieurs du CESCOF et les industriels français, le CESCOF a été en mesure de développer et d'améliorer des aliments et des emballages adaptés à cette mission, d'accroître la durée de conservation des aliments, d'utiliser de nouvelles technologies capables de répondre à des contraintes climatiques extrêmes (aussi bien sahéennes que polaires), notamment de stockage, et par conséquent de mieux répondre aux besoins de soutien de l'homme.

D'ores et déjà, un certain nombre de produits semblent complètement adaptés au cahier des charges : de la viande déshydratée, des sachets lyophilisés, un système de réchauffage chimique... Le GMHM valide actuellement les produits choisis pour être emmenés et testés.

« Nous travaillons en commun avec l'IRBA pour la mise en place d'un protocole nutritionnel, l'élaboration de menus équilibrés et variés, l'interopérabilité des rations. Par exemple, la ration RIL est déjà une version adaptée, lyophilisée, de la ration de combat RCIR OTAN, et aujourd'hui la nouvelle Ration Force au Contact (RFC) permet de manger tout en marchant. », explique M. Henry, expert agroalimentaire au CESCOF.

Avant Groenland 19, l'exercice Trident Juncture qui se déroulera en novembre 2018 en Norvège permettra de tester un certain nombre de produits : le Groupement Commando Montagne (GCM) a en effet sollicité le CESCOF afin d'améliorer l'ordinaire de la dizaine de commandos qui participeront à cet exercice.

(1) Institut de recherche biomédical des armées.

POUR EN SAVOIR PLUS



Consultez la plaquette éditée par le CESCOF : http://portail-commissariat.intradef.gouv.fr/system/files/vivres/Pr%C3%A9sentation_vivres%20ops.pdf

événement

LES ÉVÉNEMENTS DE LA RENTRÉE



Marche de Nimègue, Université d'été de la défense, Journées européennes du Patrimoine, Foire internationale de Marseille : pour le SCA, pas de répit sur le front du soutien !
Des événements majeurs qui sont autant d'occasions de mettre en valeur nos métiers, nos missions et surtout nos personnels.

MARCHE DU NIMÈGUE, LE COMMISSARIAT SUR LE TERRAIN ET AU SOUTIEN

Du 17 au 22 juillet se déroulait la 102e édition de la marche internationale militaire de Nimègue aux Pays-Bas. Durant quatre jours, 50 000 participants issus de plus de 70 nationalités différentes, ont parcouru 30 à 50 kilomètres par jour, sur un circuit en étoile autour de la ville de Nimègue.



Très ancienne, cette marche qui existe depuis plusieurs décennies est qualifiée de « plus grand événement sportif » des Pays-Bas et est encadrée d'une semaine de festivités dans la ville qui compte 160 000 habitants. Cet événement attire, pendant quelques jours, plus d'un million de visiteurs.

La France présentait une délégation militaire composée d'environ 300 marcheurs, sous mandat de l'Union nationale des officiers et organismes de réserve (UNOR). Une initiative importante qui, chaque année, permet de se montrer présent et solidaire au cours de cet événement international.

L'EMA a missionné l'UNOR afin de coordonner cette mission et de rendre l'activité cohérente et disciplinée. Ainsi, 22 équipes se sont montées, de toutes armes, de tous grades et de tous horizons. Les objectifs de cette marche sont, pour les armées, la mission militaire aux Pays-Bas et l'UNOR :

- contribuer au devoir mémoriel de la présence Française aux Pays-Bas ;
- participer à la MCO (mise en condition opérationnelle) des forces, à la cohésion d'unités d'active et de réserve ;
- développer les échanges linguistiques ;
- permettre une participation digne à cette marche, représentative de nos forces armées ;
- assurer par une sélection objective et qualitative, la meilleure chance de réussite pour tous ;
- permettre à des unités de récompenser des personnels méritants ;
- honorer nos camarades présents en OPEX, les victimes et plus particulièrement le 1^{er} régiment de SPAHIS.

Le Commissariat des armées a assuré le soutien de l'ensemble de l'équipe militaire française en prenant en charge les 4 ravitaillements quotidiens pendant les 4 jours de marche.

Le SCA alignait deux équipes au départ de la marche :



- Une équipe SCA, sous la direction du lieutenant Lecoustre (GSBdD d'Évreux). Le groupe était représentatif de la mixité du personnel du commissariat des armées :

- 10 élèves commissaires : CASP Charles, CASP Alexandra, CASP Marceau, CASP Adrien, CASP Thomas, CASP Mathilde, CASP Roxanne, CASP Deven, CASP Steven, CASP Pierre-Adrien ;
- 3 personnels du CIAO (Centre Interarmées

de l'Administration des Opérations): SGC Édith, MT Guillaume, SGT Clément ;

- 1 personnel de la DCSCA (Direction Centrale du Service du Commissariat des Armées): CRP Agathe ;
- 1 aumônier militaire du GSBdD de Vincennes: AUM Arnault.

- Une équipe du GSBdD de Bordeaux, composée de 16 marcheurs et 7 logisticiens emmenés par le chef du groupement.

Les deux équipes ont terminé l'épreuve sans blessures et les marcheurs peuvent être fiers de leur parcours où bonne humeur, motivation, esprit d'équipe et cohésion étaient au rendez-vous. Le lieutenant Lecoustre, chef d'équipe, a tenu à offrir la médaille de son équipe à la promotion Vauban des élèves commissaires dans la mesure où elle représentait plus de 75% de l'équipe et pour les féliciter de leur «excellent niveau sportif».

LA MARCHÉ DE NIMÈGUE EST CONSIDÉRÉE COMME L'ÉPREUVE DE MARCHÉ CIVILO-MILITAIRE LA PLUS DURE AU MONDE

En effet, il s'agit de tenir les quatre jours de marche de 30 km (bracelet bleu), 40 km (bracelet jaune pour les civils et vert pour les militaires) ou 50 km (bracelet rouge), avec un sac à dos lesté de 10 kg – les personnels fémi-

nins, civils ou militaires de plus de 50 ans en sont exemptés. La marche s'effectue en tenue de combat (homogène dans le groupe) en équipe, en ordre serré (colonne de deux) sur un circuit de 40 km. Un système de suivi et de contrôle des équipes permet d'assurer la véracité des participations : suivis et contrôles à vue électroniques et pesée des sacs. Tous les moyens mis en œuvre ont permis à la délégation France et à l'équipe SCA de réaliser cette épreuve dans les meilleures conditions.

Ce n'est pas une compétition, il n'y a pas de classement. L'objectif était d'arriver au bout de tous ces kilomètres.

«Heureusement, sur notre parcours, nous avons pu compter sur le SCA – avec le soutien notamment du GS de Bordeaux – pour apporter le soutien nécessaire aux forces françaises présentes. Une équipe accueillante et bienveillante qui avait à cœur de nous apporter motivations, ressources et encouragements. Un grand merci pour tout ce qu'ils ont mis en place et pour leur accueil ô combien essentiel lors de cette épreuve. Nous avons été heureux d'intégrer deux d'entre eux dans notre groupe pour finir ces 5 km sous l'acclamation du public.» CASP Galliot et SGC Faure

Une fois seulement tout le périple terminé et la totalité du parcours accomplie, la Croix des 4 jours de Nimègue est remise. C'est une décoration militaire officielle des Pays-Bas. Son port a été autorisé en France sur la tenue militaire en 2011, mais cette autorisation a été abrogée par arrêté du grand chancelier de la Légion d'honneur le 31 août 2016. Avec l'engouement des chefs pour cette épreuve, les participants espèrent un retour sur cette décision.

QUELQUES CHIFFRES

- 50 000 participants
- 5 000 militaires et 70 nations représentées
- 300 français
- 22 équipes françaises
- 170 km en 4 jours

LE COMMISSARIAT FAIT SA RENTRÉE ! #UED2018



Jean-Jacques Bridey Président de la commission de la Défense nationale et des Forces armées de l'Assemblée nationale et Florence Parly échangent sur les nouveaux équipements présentés pendant les UED.

La 16^e édition de l'Université d'été de la Défense s'est déroulée les 10 et 11 septembre, sur le site de Satory (Yvelines) et à l'École militaire. Le thème choisi pour cadrer la réflexion de cette édition, «Europe – Innovation – Jeunesse», est directement lié aux notions d'ouverture et de futur, comme l'a souligné le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées. Une réflexion partagée par le général d'armée Jean-Pierre Bosser (CEMAT) : « Ces trois thèmes n'en font qu'un, c'est celui de notre avenir. »

Traditionnel rendez-vous de rentrée d'une « communauté » composée de militaires, d'experts, de politiques et de journalistes, l'UED est l'occasion pour le SCA, de présenter ses savoir-faire et ses dernières avancées : tenue de combat F3, sac à dos à transfert de charge, nouveau modèle de gants de combat, emballages biodégradables, viande de bœuf séchée composée de 63% de protéines... Des innovations notables, toujours destinées à améliorer le soutien de nos forces armées.



SOULIGNER NOTRE CAPACITÉ À INNOVER POUR ÊTRE AU PLUS PRÈS DES FORCES

Pour l'occasion, une équipe du CESCOF (Centre d'expertise du soutien du combattant et des forces), était présente afin de présenter l'existant, les innovations et les projets dans les domaines de l'alimentation (rations) et des équipements du combattant. Un stand consacré au Plan famille a également permis d'exposer aux députés, sénateurs et autorités deux réalisations phares, portées par la filière Gestion base vie (GBV) du Commissariat : la mise en place du Wifi gratuit (Internet de Loisir du SCA ou ILoSCA) et la Plateforme multi-déménageurs



« L'innovation technologique est un levier incontournable pour prendre et pour conserver l'ascendant sur l'adversaire. Pour les soldats en opération il s'agit d'une préoccupation permanente, vitale. [...] De nouvelles initiatives ont vu le jour dernièrement, soutenues par le volontarisme de notre ministre. Il nous appartient de les faire vivre, en gardant à l'esprit la finalité de cet effort d'innovation : le succès de nos opérations présentes et futures. Il s'agit donc bien d'innovations appliquées. »

Général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées

(PFMD). Dans son allocution du 11 septembre, la ministre des Armées, M^{me} Florence Parly, a d'ailleurs souligné que la réalisation du Plan Famille est en bonne voie, précisant que 70% des mesures ont connu une première application en 2018, prenant le déploiement du Wifi gratuit en exemple (en juin, 100 000 militaires en bénéficiaient).



UN ENJEU MAJEUR POUR LES ARMÉES

À l'image de l'après-midi de relations publiques organisée lors du 14 Juillet, la seconde partie de journée fut consacrée à des moments d'échanges entre 150 lycéens et les acteurs de la Défense. Sur le stand du Commissariat, les essais de gilets pare-balle et les explications sur les métiers du SCA ont rencontré un franc succès ! Notez qu'en sa qualité de correspondant logistique (CORLOG), l'EMO SCA a coordonné l'action des opérateurs du soutien SCA mais également des armées, directions et service concourant au soutien de cet événement. Particulièrement impliqués pour la séquence Armées de l'UED 2018, l'ensemble des services du GSBdD de Versailles (dont le DEO 49), avec l'appui du GSBdD de Montlhéry, ont été réactifs et efficaces pour soutenir jusqu'à 700 personnels mobilisés le 10 septembre. Le GSBdD de Paris-École militaire étant, quant à lui, chargé de l'accueil et du soutien de la partie «Ateliers» de l'UED 2018 organisée le 11 septembre.

FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE



La 94^e édition de la Foire internationale de Marseille se déroule du 21 septembre au 1^{er} octobre, au parc Chanot. Le stand de l'Eloca de Marseille est situé sur l'emplacement réservé aux armées. Des rations ainsi que des équipements du soldat y sont présentés. Avec 330 000 visiteurs l'année dernière, la FIM est un événement incontournable aux retombées dépassant largement le périmètre de la cité phocéenne.

40^E ÉDITION DES 20 KM DE PARIS



Rendez-vous le dimanche 14 octobre 2018 pour la 40^e édition des 20 km de Paris ! Les 300 coureurs de la TEAM SCA prendront le départ de la course à 10 h au pied de la tour Eiffel. Que vous soyez coureur ou supporter, participez à l'événement et venez rejoindre l'équipe sur le stand TEAM SCA situé au Village des 20 km (toutes les informations sur le site Intradef, espace « TEAM SCA » sur la page d'accueil).

JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE : À LA DÉCOUVERTE DE L'ÉCOLE MILITAIRE

JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE

PARTEZ À LA DÉCOUVERTE DE

L'ÉCOLE MILITAIRE

15 & 16 SEPTEMBRE 2018
DE 11H À 19H

ANIMATIONS
Visites libres et guidées
Peintres
Maréchal-ferrant
Démonstrations équestres
Musique écossaise
Dédicaces d'auteurs
Chœurs de la chapelle
Modèles réduits de blindés
Expositions photos
Hélicoptère Fenrec

RESTAURATION
dans les jardins de l'École militaire
11h30 - 14h30
Prix : 12€ (adultes) - 8€ (enfants)

Groupement de soutien de la base de défense Paris École militaire
1, place Joffre - Paris 7^e

Métro Ligne 8 « École militaire » - Bus n°28 - 80 - 82 - 87 - 92

Cette année encore l'École militaire a ouvert ses portes au public, à l'occasion des Journées européennes du patrimoine (JEP), les 15 et 16 septembre. Pour la première fois, le Commissariat des armées tenait un stand, afin d'illustrer son slogan : « Le combattant a changé, son soutien aussi ». L'objectif ? Rayonner auprès de visiteurs jusqu'alors peu sensibilisés aux questions de Défense, leur permettre de découvrir le rôle du Service de manière ludique et de pouvoir échanger avec des membres de son personnel. L'an passé, les JEP ont permis à 8 000 citoyens de découvrir l'École militaire, site incontournable du patrimoine historique et militaire français. En région, certains organismes se sont investis dans l'organisation d'événements en lien avec les métiers du SCA : le GSBdD de Nîmes-Orange-Laudun a par exemple œuvré au montage de l'exposition « 1918-2018 La restauration dans l'armée française » en lien avec la préfecture de Nîmes. En Guyane, les forces armées ont participé pour la 1^{re} fois aux JEP sous l'impulsion du GSBdD DICOM.

la parole à

Interview de Sylvie Diolot, section contractualisation et contrôle des prestations - SAF du GSBDD Istres-Salon de Provence

« J'AI BESOIN DE RETRANSCRIRE CE QUI ME PASSE PAR LA TÊTE »

Madame Diolot est entrée dans l'institution grâce « aux emplois réservés », suite au décès de son mari qui travaillait depuis 27 ans au sein du 4e RMAT (régiment du matériel) de Miramas. Par la suite, son parcours professionnel l'a menée à un poste administratif à la cellule contractualisation du GSBDD en 2011. Publier un roman était un rêve et, grâce au concours « Kobo by Fnac » ce sera peut-être bientôt le cas. Pour la seconde édition de ce concours d'écriture « À la découverte des talents de demain », qui s'allie aux éditions Préludes, parmi près de 300 participants, seul un manuscrit sera publié !

DERNIÈRE MINUTE!

M^{me} DILOLOT se classe finalement 2^e du concours sur...408 participants! Une grande fierté pour elle qui verra son manuscrit prochainement publié. Nous lui adressons toutes nos félicitations!

Comment en êtes-vous arrivée à participer à ce concours d'écriture?

Par un total concours de circonstance. Mes jumeaux m'ont offert une liseuse car je lis énormément et lorsque j'ai commencé à m'en servir une page de la liseuse est apparue avec une phrase « si vous avez un roman qui dort dans les tiroirs pourquoi ne pas nous le proposer ? ». En moins de 24h je me suis décidée et inscrite à ce concours d'écriture. Puis tout s'est enchaîné, nous étions 280 inscrits et grâce aux votes et aux clics j'ai pu graver les places du classement jusqu'à arriver 1^{re}!

Votre roman a donc été téléchargé et lu?

Oui, avec au total plus de 2 500 téléchargements à travers 15 pays dans le monde comme l'Australie, le Togo, le Mexique ou encore le Canada. Je suis assez fière de ces résultats car cela m'a surprise. C'est valorisant et surtout encourageant.

Pouvez-vous nous en dire plus sur ce roman?

Ce roman s'intitule *Le bruit de mes silences*. C'est un thriller à ne pas mettre entre toutes les mains. Je l'ai écrit comme je le ressentais dans une écriture à l'opposé de mon caractère. Il fait 460 pages en livre papier et 280 en version numérique. Il y a eu des moments de doutes car on fait vivre des choses à des personnages et parfois on peut avoir des blocages ou un trou mais, avec la persévérance on y arrive.

À combien de temps estimez-vous le temps d'écriture?

Je peux affirmer avoir mis environ 1 an et demi d'écriture car je suis comme tout le monde, j'ai une vie professionnelle et familiale donc je ne peux pas consacrer 100% de mon temps à l'écriture. En réalité, je suis une lève tôt, aux alentours de 5h30 même en congés et j'écris sur le canapé, sur mon ordinateur coincé entre des coussins dès que je peux.

Vous devez attendre impatiemment le résultat final?

Totalement. Le 6 juillet j'ai reçu un mail pour m'annoncer que je faisais partie des 5 finalistes et que l'annonce du lauréat se ferait du 14 au 16 septembre pendant le forum Fnac Livres qui se déroule à Paris. Vous savez, l'écriture n'est pas une passion car pour moi écrire est un besoin. J'ai une tonne de crayons à papier et j'ai toujours un petit calepin avec moi.



Donc je ne définis pas ça comme une passion ni un loisir. J'ai besoin de retranscrire ce qui me passe par la tête.

Comment voyez-vous l'avenir au niveau de l'écriture?

J'ai déjà eu une proposition d'édition mais le contrat ne me convenait pas. Éditer oui, mais pas à n'importe quel prix. Et sinon, je suis en pleine rédaction de mon second roman.

SYNOPSIS

Depuis des semaines, chaque matin les mêmes symptômes, nausées, maux de tête, étourdissements.

Chaque nuit le même trouble. Mon âme, mon esprit quittent mon corps, et je deviens spectatrice de ma propre vie.

Avoir ce ressenti de commettre des horreurs, des visions effroyables, et pire encore.

Et ce silence... Ce long silence, pourtant si bruyant dans ma tête. Celui qui fait mal.

Celui qui revient de l'enfance.

Et si tout cela au final n'était pas qu'un ressenti !

Et si l'emprise était totale !

Et si c'était un aller sans retour possible...

Et si !!!

Témoignage Major Bernard EMA/SCA/DCSCA/QG/AG

« CE QUE JE VEUX VOIR DANS MON SERVICE ? DU PERSONNEL AVEC DEUX BRAS, DEUX JAMBES, UNE TÊTE ET QUI SACHE SE SERVIR DE TOUT ! »

Gascon d'origine, aussi authentique qu'affable, le major H. est le chef du QG affaires générales de la DC SCA, à Arcueil. En charge des missions de soutien courant, il s'illustre au quotidien par sa polyvalence, qu'il saupoudre de plusieurs missions opérationnelles : major de camp – en titre – sur la zone de transit de Brétigny (Sentinelle), il est également récemment revenu du sas de Panormos (Crête). Portrait d'un incontournable du Commissariat... Au caractère bien trempé !



C'est en septembre 1983 que notre homme s'engage dans l'armée de l'Air. Affecté en 1984 au CATA 852, il est alors décompteur restauration, un domaine qu'il apprendra à maîtriser de bout-en-bout. C'est toujours au profit de la restauration qu'il est intégré à l'équipe de marque du projet « Info-

rest », dédiée à l'installation des premiers micros ordinateurs. L'avènement de ces PC est une véritable révolution dans le monde militaire, qui le conduit à vadrouiller sur une trentaine de sites de l'armée de l'Air. Le succès de cette mission lui vaudra, outre une lettre de félicitations, une mutation à la Direction centrale du commissariat de l'air (DCCA) à l'été 1989. Véritable moteur dans la réalisation des projets, il est notamment chargé en 1992 de la mise en place des premiers terminaux de paiement par cartes bancaires dans l'armée de l'Air, et en 1993, de la mise en place du système de badge dans les mess.

Volontaire pour partir outre-mer, il est muté à Djibouti en avril 1996, avant de revenir à la DCCA à l'automne 1997. En 2003, après une affectation de deux ans à Dakar (au bureau gestion en restauration hôtellerie), il rejoint Tours et le Service des rémunérations et pensions du Commissariat de l'air. C'est là qu'il découvre le monde du soutien. Et quand on lui demande un conseil pour maîtriser ce domaine, sa réponse est sans appel : « Pour que le soutien fonctionne, il faut le vivre, le comprendre, s'imprégner de ses enjeux et savoir ce que les personnels y font ! »

En mai 2009, il rejoint le CDAOA, en tant que chef du QG. « Du soutien à l'état pur ! », selon ses

mots. Une affectation qui lui a également permis d'acquérir une expérience solide sur la mission Vigipirate. Il effectuera ainsi plus d'une douzaine de détachements, notamment sur Roissy et Orly. En septembre 2014, il revient au Commissariat, devenu interarmées. Depuis septembre 2015, il est régulièrement major de camp sur la zone de transit Sentinelle - Brétigny. L'occasion pour lui de mettre sa tenue de combat, mais surtout de faire de belles rencontres de tous grades et de toutes origines et d'élargir son champ de connaissance. Fin juillet, il a effectué sa 18^e mission sur la ZT !

FOCUS SUR... LE SAS DE FIN DE MISSION DE PANORMOS (CRÊTE) / 10 MAI - 7 JUILLET 2018

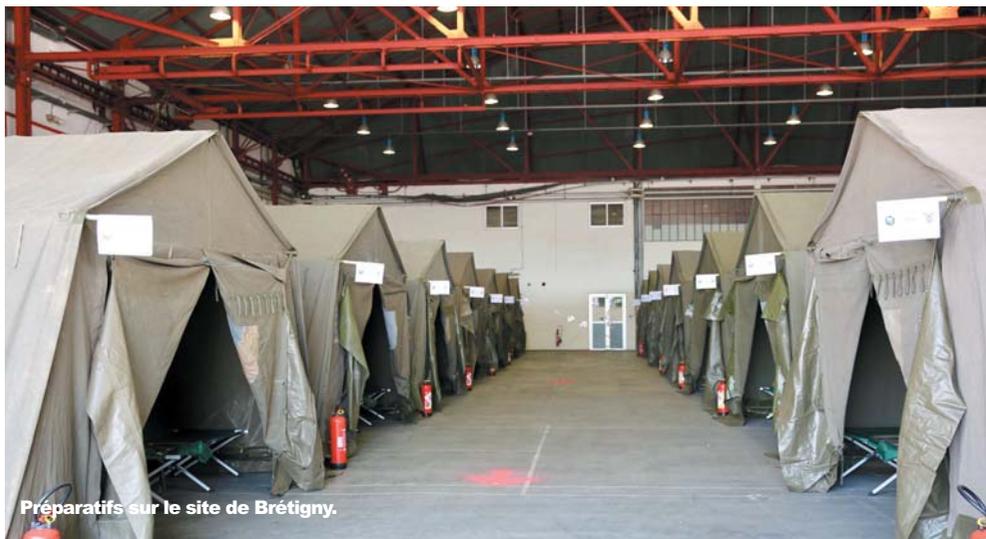
Ce sas de « décompression » aide les militaires qui terminent leur mandat OPEX (au Mali et en Irak) à récupérer et à évacuer le stress provoqué par plusieurs mois d'engagement. Il permet un retour plus aisé auprès de leur famille et de la société civile. Dans ce contexte, en tant qu'adjoint au responsable administratif et financier, la mission du major était d'assurer d'une part le soutien courant du personnel du sas, et d'autre part la mise en place et le contrôle de diverses prestations au profit des militaires bénéficiaires du sas.



14 JUILLET 2018 : UN COMMISSARIAT SOUTENANT, DÉFILANT, COMMUNIQUANT



TEMPS 1 – LES PRÉPARATIFS SUR LES SITES DE BRÉTIGNY ET DE SATORY



Préparatifs sur le site de Brétigny.



Préparatifs au GSBdD de Versailles.

- 865 tables;
- 30 conteneurs frigorifiques;
- 20 RD 3000 (douches de campagne);
- 26 conducteurs de car réquisitionnés pour les mouvements IDF;
- 37 personnels de restauration réquisitionnés pour nourrir les troupes en IDF.

UNE PRÉPARATION BIEN EN AMONT

Comme chaque année, le centre de production alimentaire de Satory assure une partie du soutien alimentaire des troupes motorisées du 14 Juillet sur la base de Brétigny. Cette année, plus de 1 000 plateaux repas ont été confectionnés chaque jour, en plus de l'activité habituelle, par l'équipe permanente du centre, renforcée par 8 personnels venus de GSBdD de toute la métropole pour remplir cette mission majeure. Au total, pendant une quinzaine de jours, près de 13 000 plateaux ont été préparés et assemblés avec le plus grand soin, puis livrés sur zone !

C'est au mois de février que le GSBdD de Versailles a commencé à préparer sa mission de soutien des troupes à pied sur le plateau de Satory en étroite collaboration avec l'EMZD Paris⁽¹⁾. Une manipulation d'ampleur, qui a nécessité de mobiliser un stock important de matériel, ainsi que du personnel en renfort. Pour assurer le succès de cet événement, 13 personnes sont venues en renfort du GS au stade des préparatifs. Entièrement consacrées à cet objectif, elles se sont ajoutées à l'équipe déjà en place réunissant 35 personnels Proterre, 11 personnels de manutention, 15 du secteur de l'énergie, 5 maîtres-chiens et 11 personnels affectés au déploiement du matériel SCA. Au total, ont été déployés: 113 tentes, 4 modules de douches de campagne, 1 100 lits en dur (Satory + Matelots). Sur le plan du matériels SH⁽²⁾, on répertorie notamment la mobilisation d'une UTLC, ainsi que de 72 lots d'éclairage, 713 lits de camp, 812 chaises de campagne, 150 tables de campagne, 1 citerne, 20 conteneurs frigorifiques...

(1) État-major de zone de défense.

(2) Soutien de l'homme.

Pour le Commissariat des armées, le 14 Juillet, jour de fête nationale, est un événement majeur. Et il se prépare bien en amont, afin d'assurer le soutien aux unités défilantes. Partout, en France et en outre-mer, nos GSBdD ont œuvré en coulisses pour que la fête soit réussie. Parce qu'ils sont les deux plus gros sites de cette manœuvre, nous avons choisi de revenir sur les importants préparatifs qui se sont déroulés à Brétigny (antenne du GSBdD

Montlhéry) et au GSBdD de Versailles (site de Satory).

Sur le site de Brétigny, les préparatifs ont débuté plusieurs mois avant le jour J. Au mois de juin, le village de tentes et le hangar de restauration ont commencé à se monter.

Retour sur quelques chiffres éloquentes...

- 300 tentes;
- 2 800 lits de camps;
- 3 294 chaises;



TEMPS 2 – LE DÉFILÉ DES ÉCOLES DU COMMISSARIAT

Cette édition du 14 juillet fut particulièrement marquante pour le Commissariat des armées, qui a fait défiler, pour la première fois, ses deux écoles côte à côte : l'École des commissaires des armées (ECA) et l'École des fourriers de Querqueville (EFQ). Une proximité qui correspondait parfaitement à l'esprit de cette édition du 14 juillet, placée sous le thème de la fraternité d'armes.

Emmenées par le commissaire général de Becdelièvre, elles sont passées avec une belle prestance devant la tribune présidentielle, au terme d'une semaine de répétitions sur le tarmac de Satory. Fatigués, mais heureux, quelques élèves de l'ECA et des personnels de l'EFQ ont ensuite troqué leurs habits de lumière contre des habits de recruteurs !



TEMPS 3 – « LES FRANÇAIS À LA RENCONTRE DE LEURS ARMÉES »



À l'issue du défilé, certains élèves des écoles du Commissariat ont rejoint le stand du SCA sur l'esplanade des Invalides, pour entamer une demi-journée de relations publiques baptisée : « Les Français à la

rencontre de leurs armées ». Depuis les attentats de 2015, cette opération n'avait plus eu lieu : les Français ont donc renoué avec un rendez-vous populaire et fraternel. Une opportunité pour l'équipe du Commissariat

de faire découvrir quelques facettes des métiers du SCA au public, autour d'un stand animé : mini parcours du combattant, essai de gilets pare-balles par les plus jeunes, dégustation de rations de combat... Le succès était au rendez-vous ! Quelques centaines de visiteurs se sont pressées autour du stand, dont la ministre des Armées, la secrétaire d'État en charge des Anciens Combattants et le Gouverneur militaire de Paris. Ces hautes autorités ont pu échanger avec la population et les différents personnels du service présents et découvrir à leur tour les démonstrations dynamiques, les jeux et les animations proposés. L'atelier « rations de combat » a également attiré les curieux, mais pas seulement : nombreux sont ceux qui ont connu les rations d'il y a 20 ans et qui ont été admiratifs face aux produits proposés aujourd'hui par le Commissariat des armées. « À quand un musée du Commissariat ? » a même demandé un vétéran... Fort de cette expérience, le SCA prépare déjà pour l'année prochaine de nouvelles expériences à faire vivre aux Français !

ENGAGÉS
à nous
protéger

ALLIÉS
pour vous
protéger



Protéger la Nation et leurs concitoyens est le devoir quotidien dont s'acquittent avec dévouement les forces de la communauté sécurité-défense. Cet engagement mérite plus que de la considération. Une reconnaissance qui s'exprime en actes.

La mutuelle Unéo, la mutuelle MGP et GMF se sont unies au sein d'UNÉOPÔLE. Toutes se mobilisent pour assurer mutuellement et durablement la protection sociale et les conditions de vie des membres de la communauté sécurité-défense en leur apportant des solutions plus spécifiques et plus justes.



Unéo, MGP et GMF
sont membres d'**UNÉOPÔLE**
la communauté
sécurité défense

Retrouvez-nous sur UNEOPOLE.FR